

ESTÉREL CÔTE D'AZUR AGGLOMÉRATION**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION**

Nombre de Conseillers :

En exercice : 48

Présents : 43

Séance du :

15 juin 2021

Date de publication :

23 juin 2021

L'an deux mille vingt et un, le quinze juin à dix heures, le Conseil communautaire d'Estérel Côte d'Azur Agglomération régulièrement convoqué le 9 juin 2021, s'est réuni à la communauté d'agglomération, sous la Présidence de M. MASQUELIER, Président.

PRESENTS :

MASQUELIER Frédéric - RACHLINE David - BOUDOUBE Paul - CAYRON Jean - REGGIANI Jean-Paul - CHARLIER DE VRAINVILLE Gérard - BOUVARD Martine - DECARD Guillaume - MARCHAND Charles - ARENAS Martine - ISEPPI Stéphane - LANCINE Brigitte - BESSERER Christian - CHIODI Josiane - DELAUNAY KAIOMAR Françoise - SOLER Annie - HUMBERT Cédric - LOMBARD Danièle - PETRUS BENHAMOU Martine - JEANPERRIN Brigitte - LONGO Gilles - LEROY Carine - BARKALLAH Nassima - CHIOCCA Christophe - PLANTAVIN Christelle - PERONA Patrick - LAUVARD Sonia - SARRAUTON Thierry - CREPET Sandrine - KARBOWSKI Ariane - BRENDLE Karen - BONNEMAIN Emmanuel - SERT Richard - MARTY Nicolas - RAMI Hafida - BLANC Sylvie - BOYER Max - GRILLET Maxime - CORDINA Pierre - PECOUL Christopher - FABRE Julien - DEMONEIN Caroline - TISSIER Ken .

REPRESENTES : Conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, ont donné pouvoir de voter en leur nom : BARBIER Jean-Louis donne procuration à PERONA Patrick - DEBAISIEUX Jean-François donne procuration à MASQUELIER Frédéric

NON REPRESENTES : FRADJ Laurence - POUSSIN Julien - CURTI Fabrice.

SECRETAIRE DE SEANCE : M. PECOUL.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

*

PROJET DE REAMENAGEMENT DU FRONT DE MER DE FREJUS-PLAGE ET SAINT-RAPHAËL**AVENANT DE TRANSFERT PARTIEL D'UN ACCORD-CADRE**

*

- N° 73 -**AR Prefecture**

083-200035319-20210623-C_20210615_73-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

M. MASQUELIER, Président, expose :

Le Conseil communautaire a précisé, par délibération n°35 du 25 mars 2021, la notion d'intérêt communautaire, sur le territoire, des opérations d'aménagement au sens de l'article L.300-1 du code de l'urbanisme.

Il a reconnu l'intérêt communautaire de l'opération de réaménagement complet du Front de mer de Fréjus-Plage et du Bord de mer de Saint-Raphaël, en ce qu'elle renforcera l'attractivité touristique et économique du territoire de la communauté d'agglomération, dans le cadre d'une opération ayant un impact direct et indirect sur une grande partie du territoire.

A cette fin, il a été proposé au Conseil la conclusion d'un groupement de commandes avec les communes et entités concernées pour les marchés à passer pour cette opération d'aménagement.

La commune de Saint-Raphaël avait initié pour sa part une procédure de requalification de divers espaces publics du centre-ville, consécutivement à la rénovation menée sur le secteur du vieux port. Ce projet s'accompagnait de réflexions ou missions, dont certaines en cours, sur la revitalisation du centre-ville, la création d'une charte des terrasses commerciales, l'amélioration du trafic routier, la valorisation de la promenade....

Un accord-cadre mono-attributaire mixte a été conclu à ce propos en avril 2019.

Le périmètre de l'opération d'aménagement d'intérêt communautaire précitée inclut une partie de l'emprise concernée par cet accord-cadre. Il convient donc que, dans un souci de traitement d'ensemble cohérent de l'opération, l'agglomération devienne maître d'ouvrage sur les interventions concernant cette emprise.

Il y a donc lieu de transférer à son profit une partie de l'accord-cadre mono-attributaire mixte et des marchés subséquents déjà conclus. Ce transfert doit faire l'objet d'une convention tripartite valant avenant de transfert partiel à intervenir entre la commune de Saint-Raphaël, le groupement titulaire de l'accord-cadre mono-attributaire mixte, dont l'agence GUILLERMIN est le mandataire, et Estérel Côte d'Azur Agglomération.

Ceci étant exposé,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n°35 du 25 mars 2021 portant définition de l'intérêt communautaire en matière d'opérations d'aménagement, et déclarant d'intérêt communautaire le projet de réaménagement d'ensemble du front de mer de Fréjus-Plage et de Saint-Raphaël,

VU l'accord-cadre mono-attributaire n° 19007 relatif à la maîtrise d'œuvre pour la requalification des espaces publics du centre-ville de Saint-Raphaël,

CONSIDERANT que le périmètre de l'opération d'aménagement d'intérêt communautaire précitée inclut une partie des emprises concernées par cet accord-cadre,

CONSIDERANT qu'il convient dès lors de transférer, par voie d'avenant, la réalisation des études et travaux concernant ces emprises à la communauté d'agglomération,

VU le projet d'avenant de transfert partiel de l'accord-cadre mono-attributaire correspondant,

VU l'avis de la commission des assemblées,

Le Conseil communautaire est invité à :

APPROUVER le projet d'avenant de transfert partiel de l'accord-cadre mono-attributaire n°19007 relatif à la maîtrise d'œuvre pour la requalification des espaces publics du centre-ville de Saint-Raphaël, joint à la présente.

DIRE que les dépenses en résultant seront imputées sur les crédits ouverts du budget ou feront l'objet des inscriptions budgétaires correspondantes.

AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à entreprendre toute démarche, à signer tout acte et tout document visant à rendre effective cette délibération,

Monsieur le Président invite le Conseil communautaire à délibérer.

LE CONSEIL,

APRES avoir entendu l'exposé de **M. MASQUELIER, Président,**
ET A SA DEMANDE,
APRES en avoir délibéré,

À LA MAJORITÉ des MEMBRES PRÉSENTS et REPRESENTÉS par 44 voix POUR et 1 voix CONTRE (SERT Richard), ADOPTE LE RAPPORT PRÉSENTÉ.

FAIT et **DELIBERE** en séance les jours, mois et an que dessus.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Président

Frédéric MASQUELIER

AR Prefecture

083-200035319-20210623-C_20210615_73-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

Accord cadre mono attributaire 19 007 relatif à la maîtrise d'œuvre pour la requalification des espaces publics du centre-ville de Saint-Raphaël

Avenant de transfert partiel

ENTRE :

Esterel Côte d'Azur Agglomération,

Représentée par sa Vice-Présidente en exercice pris en la personne de Madame Josiane CHIODI, dûment habilitée aux fins des présentes par délibération n°XX du Conseil communautaire du 15/06/2021,

Ci-après désignée « *la communauté d'agglomération* »

ET :

La commune de Saint-Raphaël

Représentée par son 9^{ème} adjoint au Maire en exercice, délégué au contrôle de gestion et à la commande publique, dûment habilité aux fins des présentes par délibération n° 1 du Conseil municipal du 10/06/2021, prise en la personne de Monsieur Bernard SABY,

Ci-après désignée « *la commune* »,

ET :

Le groupement de maîtrise d'œuvre attributaire du marché n°19007 constitué de :

- **AGENCE GUILLERMIN** (mandataire/architecte paysagiste urbaniste - architecture du paysage - aménagement urbain)-83700 SAINT RAPHAEL
- **C&M AUREL** (Etude d'éclairage et Design urbain)-13260 CASSIS
- **A&TU** (ingénierie et conseils VRD, infrastructures, OPC, diagnostic amiante)-83700 SAINT RAPHAEL
- **SASU B.E.M.S.** (diagnostics et études structures)-83700 SAINT RAPHAEL
- **BLD WATERDESIGN SARL** (Fontainerie hydraulique)-78990 ELANCOURT
- **GE2I** (géomètre, plans topographiques, diagnostics réseaux, opération de contrôle, géo détection)-83600 FREJUS
- **GOLEM IMAGES** (infographiste)-13001 MARSEILLE
- **TRANSMOBILITES SARL** (déplacements et stationnement)-13015 MARSEILLE

Ci-après désigné « *le groupement de maîtrise d'œuvre* »

AR Prefecture

Ensemble « Les Parties »

083-200035319-20210623-C_20210615_73-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

PREAMBULE

La commune a signé un accord-cadre mono-attributaire de maîtrise d'œuvre pour la requalification des espaces publics de son centre-ville le 1^{er} avril 2019 sur un périmètre de 163 300m² composé comme suit :

- **Volet A** : diagnostic et missions complémentaires diverses (géotechnique / diagnostics divers / relevés topographiques complémentaires) ;
- **Volet B** : établissement d'un **schéma directeur des espaces publics** du secteur centre-ville élargi ;
- **Volet C** : établissement de **documents graphiques de communication et de concertation** ;
- **Volet D** : marchés subséquents de **missions de maîtrise d'œuvre** par secteurs opérationnels ;
- **Volet E** : coûts journaliers.

Selon le schéma directeur inséré au volet B dudit accord-cadre, il convient de renforcer l'attractivité touristique et d'intégrer un itinéraire en mode doux à travers l'aménagement des espaces publics.

Or, la communauté d'agglomération, compétente en matière d'opérations d'aménagement d'intérêt communautaire au sens de l'article L 300-1 du Code de l'Urbanisme, a défini par délibération n°35 en date du 25 mars 2021 comme d'intérêt communautaire les opérations d'aménagement qui :

- ont un impact direct (réalisation de l'opération) ou indirect (retombées de l'opération) sur une grande partie du territoire ;
- et permettent notamment de renforcer l'attractivité touristique et économique du territoire de la communauté d'agglomération.

Le conseil communautaire a également reconnu d'intérêt communautaire, car répondant pleinement à ces critères, l'opération d'aménagement du front de mer de Fréjus-Plage et de Saint-Raphaël.

De fait, l'opération d'aménagement d'intérêt communautaire ci-dessus définie inclut une partie du périmètre concerné par l'accord-cadre signé par la commune. Il convient donc, conformément à la délibération susvisée, afin de permettre la réalisation de l'opération d'aménagement, de transférer à la communauté d'agglomération les actes et contrats passés par la commune et relevant de cette opération, en ce compris l'accord-cadre 19 007 conclu entre la commune et le groupement de maîtrise d'œuvre.

Ce transfert est partiel et répond à la nouvelle définition des périmètres d'intervention posée à l'article 1 du présent avenant.

Il est également convenu et rappelé que les dépenses effectivement payées par la commune, du début des opérations au jour de l'entrée en vigueur du présent avenant de transfert, font l'objet d'un arrêté des comptes de l'opération. L'ensemble des dépenses payées par la commune et relevant de l'opération d'aménagement d'intérêt communautaire constituent des avances qui seront compensées et qui seront à ce titre inscrites au budget de la communauté d'agglomération au passif de l'opération.

AR Préfecture

083-200035319-20210623-C_20210615_73-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

Le présent avenant tripartite entérine ce transfert partiel entre la communauté d'agglomération, la commune et le groupement de maîtrise d'œuvre.

Article 1 : Objet de l'avenant :

La nouvelle définition des périmètres d'intervention entre la commune et la communauté d'agglomération est matérialisée par un plan (joint en annexe) et répartie de la manière suivante :

- en rouge, le périmètre restant de la compétence de la commune de Saint-Raphaël, soit 113 000m² ;
- en vert, le périmètre relevant de l'opération d'aménagement d'intérêt communautaire mise en œuvre par Esterel Côte d'Azur Agglomération, soit 50 300m² ;
- en hachuré bleu, les objets bâtis existants ou à construire restant de compétence de la ville de Saint-Raphaël car ne rentrant pas dans l'opération d'aménagement d'intérêt communautaire même si les interventions s'effectuent sur le périmètre de celle-ci, à savoir :
 - bâtiments existants sous *Promenade de Lattre de Tassigny* ;
 - terrasses couvertes et fermées situées *Promenade Commandant Guilbaud*.

Article 2 : Partie technique d'exécution et partie financière

Les volets A, B, C et E, sont exécutés selon des postes et des prix figurant dans les bordereaux de Prix unitaires correspondants, selon des prix unitaires et forfaitaires.

Ces bordereaux sont inchangés.

- Dans le cadre des volets A, C et E chacune des collectivités pourra commander des prestations à ces bordereaux selon leurs besoins dans leurs périmètres de compétences définis à l'article 1 ;
- Le volet B pour l'établissement d'un schéma directeur, ayant quant à lui été réalisé, à plus de 90 % reste dans sa totalité à charge de la commune de Saint-Raphaël et ce même si les périmètres de compétence Esterel Côte d'Azur Agglomération sont concernés ;
- Le volet D concerne la conclusion de marchés subséquents de MOE.

Concernant ce dernier volet, la commune de Saint-Raphaël a conclu depuis 2019 2 marchés subséquents joints en annexe :

- MS1 : Requalification du quai Jean Bart / promenade Commandant Guilbaud
- MS2 : Requalification et Aménagement de la promenade dite « des Bains »

Ces 2 marchés subséquents, relevant désormais de la compétence de la communauté d'agglomération, sont intégralement transférés à la communauté d'agglomération qui devra compenser financièrement la commune des frais d'études des volets A et C déjà engagés et exécutés dans le cadre de ces deux marchés subséquents.

AR Prefecture

083-200035319-20210623-C_20210615_73-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

Chaque collectivité pourra conclure dans son périmètre de compétence des nouveaux marchés subséquents conformément aux pièces du marché.

Il est rappelé que l'accord cadre mono attributaire a été conclu sans minimum ni maximum conformément à l'article 1.3 du CCAP

Article 3 : Modalité de facturation des prestations par le groupement de maîtrise d'œuvre

Sur la base des pièces du marché, le groupement de Moe adressera ses factures aux collectivités compétentes à compter de l'entrée en vigueur du présent avenant afin d'assurer la continuité des opérations d'aménagement.

Article 4 : Modalités financières :

Les dépenses effectivement payées par la commune (estimées à la date du 2 juin 2021 à la somme de 210 000 € HT) feront l'objet d'un arrêté des comptes définitif validé par les parties et donneront lieu à remboursement par la communauté d'agglomération en sa qualité de nouveau maître d'ouvrage à la commune de Saint-Raphaël.

Article 5 :

Toutes les autres prescriptions et clauses contractées et convenues par les Parties, dans le cadre de ladite opération d'aménagement du Front de mer, et auxquelles il n'est pas dérogé par le présent avenant, demeurent inchangées et rigoureusement applicables.

Pour Estérel Côte d'Azur Agglomération
La Vice-Présidente,

Josiane CHIODI

Pour la commune de Saint-Raphaël,
L'adjoint délégué,

Pour le groupement de maîtrise d'œuvre
attributaire du marché n° 19007,
Le Mandataire du Groupement

AR Prefecture

Bernard SABY

Vincent GUILLERMIN

083-200035319-20210623-C_20210615_73-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

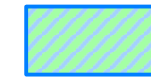
LEGENDE



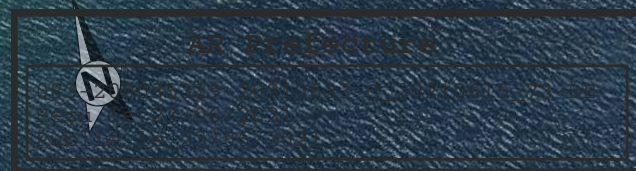
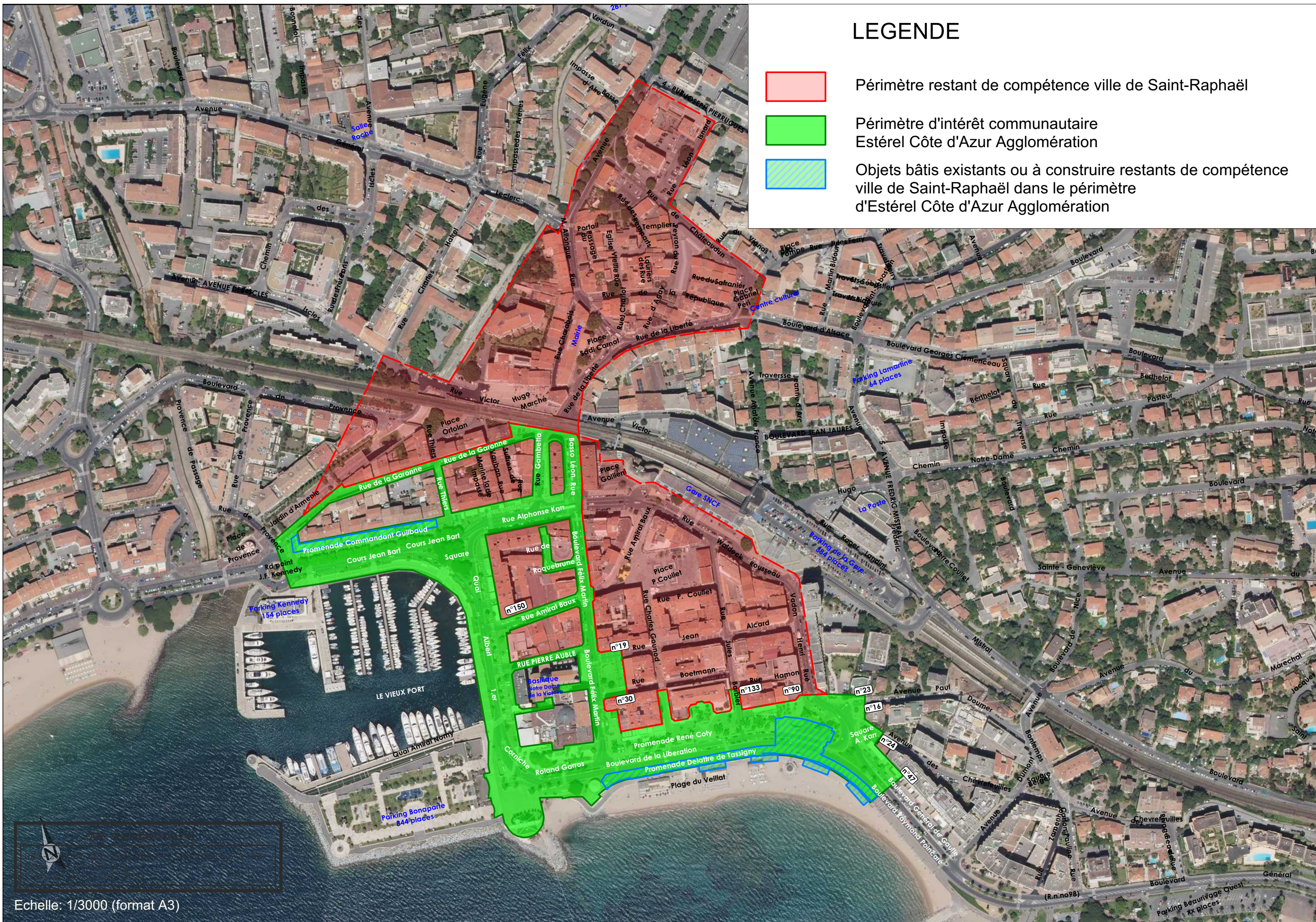
Périmètre restant de compétence ville de Saint-Raphaël



Périmètre d'intérêt communautaire
Estérel Côte d'Azur Agglomération



Objets bâtis existants ou à construire restants de compétence
ville de Saint-Raphaël dans le périmètre
d'Estérel Côte d'Azur Agglomération



Echelle: 1/3000 (format A3)